

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Foncier - Acquisition de l'ancienne agence bancaire Crédit Agricole - Place Renaudel - Quartier Celleneuve à Montpellier - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Crédit Agricole du Languedoc est propriétaire d'un bâtiment d'environ 170 m² en R+1, constituant une ancienne agence bancaire, situé place Renaudel dans le quartier Celleneuve cadastré LM 169.

La mise en vente de ce bien par l'intermédiaire d'une agence immobilière, représente une opportunité pour ce bâtiment situé à proximité immédiate du cinéma Nestor Burma, dont les locaux sont exigus désormais, afin d'y installer des bureaux et un lieu d'accueil et d'animation sur la place Renaudel, centre du lieu de vie du quartier de Celleneuve.

Le cinéma Nestor Burma est un outil culturel de proximité, animant et maintenant une attractivité au cœur du quartier. La salle est devenue au fil des saisons cinématographiques un véritable lieu d'échanges et de rencontres privilégié au cœur de la cité.

Néanmoins, l'équipe est installée dans des conditions dégradées, dans des locaux en location, voisins de l'équipement. En outre, l'installation au rez-de-chaussée d'une activité, animée par des acteurs publics ou associatifs et à destination du public, contribuerait à maintenir un lien social indispensable et à pérenniser une présence institutionnelle qui sont des enjeux centraux pour le quartier.

Dans ce contexte, la Ville a pris l'attache de l'agence immobilière ayant reçu mandat par le Crédit Agricole en vue de la vente.

A l'issue de diverses visites techniques et d'échanges et conformément à l'avis des services fiscaux en date du 30 juin 2020, il est proposé d'acquérir le bien au prix de 253 800 € TTC (deux cent cinquante-trois mille huit-cent euros toutes taxes comprises), frais d'agence inclus.

Le vendeur, qui accepte cette proposition, pose néanmoins comme condition le maintien d'un local d'environ 10 m² au rez-de-chaussée du bâtiment pour l'activité d'un distributeur automatique de billets accessible depuis l'extérieur du bâtiment. A cet effet, il est proposé la passation d'un bail commercial pour un loyer annuel de 2 000 euros (deux mille euros), charges comprises. Compte tenu de l'activité sensible de ce service bancaire, la Ville devra mettre en place les mesures nécessaires pour garantir le maintien sur l'espace public d'un espace confidentiel devant le distributeur de billets et un accès isolé pour les convoyeurs de fonds.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'acquisition d'un bâtiment d'environ 170 m² en R+1, ancienne agence bancaire située place Renaudel dans le quartier Celleneuve cadastré LM 169, propriété du Crédit Agricole du Languedoc au prix de 253 800 € TTC (deux cent cinquante-trois mille huit-cent euros toutes taxes comprises) frais d'agence inclus ;
- de missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser la signature du bail commercial au profit du Crédit Agricole du Languedoc pour le distributeur automatique de billets maintenu dans les locaux acquis, pour un loyer annuel de 2 000 euros (deux mille euros), charges comprises ;
- d'imputer la dépense afférente à l'acquisition sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 et la recette afférente au bail commercial sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de bail local DAB Celleneuve.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-152263-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.